

Intégrisme ou démocratie au Maroc ?

*Abdelghani Bousta**

Les intégrismes religieux, ethniques et politiques ne naissent pas du néant. Aussi bien autrefois qu'à l'époque actuelle, ils se développent à l'ombre des crises et à la faveur de la conjugaison de plusieurs facteurs sociaux, économiques, politiques, culturels et psychologiques.

Dans le cas du Maroc, il est clair que la situation économique et politique constitue un terrain favorable à la montée de l'intégrisme. En l'absence de l'État de droit, une minorité s'est emparée par la coercition et l'arbitraire de l'ensemble des potentialités du pays pour servir ses propres intérêts. Affichant un train de vie luxueux au grand jour, elle développe quotidiennement le sentiment de privation et de frustration chez la majorité marginalisée.

Le jeu d'une démocratie factice verrouille toute solution politique et perpétue la concentration de tous les pouvoirs entre les mêmes mains. La domination économique, sociale et politique est doublée d'une hégémonie idéologique et culturelle, matraquée tous les jours par la propagande officielle, conjuguant frustration matérielle avec aliénation et frustration morale.

La corruption généralisée au moindre service administratif et élevée au rang de système de gouvernement renforce ce même sentiment. De même que la dégradation sociale et l'effritement voulu et organisé des valeurs traditionnelles de dignité, de justice, d'équité, d'honnêteté, etc.

Les facteurs culturels, et essentiellement la question de l'identité et de la

* Président du Centre marocain pour la coopération et les droits de l'homme.

culture nationales, viennent se greffer sur les facteurs économiques, sociaux, politiques et moraux. La dépendance, la domination néo-coloniale, le mimétisme anachronique de la bourgeoisie occidentale sont ressentis comme autant d'atteintes à l'identité nationale. Les médias occidentaux, déversant *via* les antennes paraboliques implantées même chez les plus démunis quantité impressionnante de messages audiovisuels d'un monde idyllique inaccessible, contribuent à renforcer le sentiment de frustration.

L'ensemble de ces phénomènes prend une dimension accrue dans un monde en pleine mutation secoué par une véritable crise de civilisation : mondialisation effrénée, « nouvel ordre international », effondrement du camp socialiste, révolution technique et scientifique, changement profond des modes de production, des rapports sociaux, effondrement des valeurs en l'absence de l'émergence de valeurs nouvelles, etc.

Bref, la marginalisation économique et sociale, la dépendance organique vis-à-vis de l'étranger, la domination culturelle et la crise de l'identité nationale, ainsi que l'absence de perspectives, développent chez les couches les plus défavorisées un sentiment profond de frustration matérielle et morale, qui appelle une réaction de repli sur soi, de « retour aux sources » à la recherche de l'identité perdue. Les solutions modernistes et rationnelles ayant mené à l'échec et à l'effondrement social, l'alternative est dans le retour plusieurs siècles en arrière pour refonder des modèles historiques fermés garants de solutions de rechange.

Ce phénomène de nature réactionnaire et irrationnelle peut engendrer au Maroc comme ailleurs des désordres sociaux dangereux, voire des explosions sociales incontrôlables. L'idée largement répandue qui fait du pouvoir marocain un rempart contre l'intégrisme est une idée superficielle et erronée. Les facteurs socio-économiques et culturels qui président à la montée de l'intégrisme existent en puissance au Maroc. Le mouvement islamiste s'y trouve actuellement en tant que force potentielle aux contours encore diffus, mais qui attend son heure et des conditions favorables pour exprimer toute sa réalité et tenter de s'imposer par tout moyen possible.

Genèse du mouvement islamiste

Comme tous les autres pays arabo-musulmans, le Maroc a été traversé historiquement par tous les courants de l'islam : sunnite, chiite, kharéjite..., avant

que la doctrine sunnite ne s'impose comme doctrine officielle. Durant l'époque coloniale, les *zaouias*¹ continuaient à perpétuer les traditions de différents courants et tendances de l'islam. Elles ont joué un rôle dans la lutte nationale pour l'indépendance, soit au côté du mouvement de libération, soit au profit du colonialisme. La *zaouia* Derkaouia, par exemple, a promulgué une *fatwa* pour excommunier le dirigeant de la révolution du Rif, Abdelkrim El Khattabi, considéré comme athée et agent du communisme. La *zaouia* Kettania a constitué un soutien efficace à la politique coloniale du maréchal Lyautey au nom des directives de l'islam !

Mais la montée du mouvement national dans sa forme moderniste, intégrant en même temps l'islam en tant que valeurs humanistes de tolérance et de justice, a vite fait de marginaliser le rôle des *zaouias*. La victoire de l'indépendance et la prépondérance du mouvement national et progressiste en tant que force politique majeure fit reculer et disparaître toute forme de mouvement islamiste politique. Le Maroc resta en dehors des mouvements intégristes qui secouaient le Moyen-Orient.

En 1965, suite à l'exécution du leader des Frères musulmans Essayed Quotb en Égypte, et à la campagne de répression dirigée par Nasser contre cette organisation, plusieurs de ses cadres ont trouvé refuge au Maroc. A leur tête le célèbre orateur islamiste Abderrahim Abdelbarr. D'autres Frères musulmans d'origine syrienne ont également rejoint le Maroc dans la même période. Tous prirent des contacts dans le milieu des enseignants, recrutant en particulier le fondateur du mouvement islamiste au Maroc, Abdelkrim Motiâ, inspecteur général de l'enseignement.

De retour d'une tournée au Moyen-Orient où il tissa des relations avec les organisations des Frères musulmans, Motiâ créa, avec une dizaine de membres fondateurs, le Mouvement de la jeunesse islamiste en 1969. Association officiellement reconnue, le MJI implanta ses premiers noyaux parmi les enseignants et les élèves. En 1972, le Mouvement fut officiellement reconnu par les organisations des Frères musulmans en Égypte, en Syrie et au Pakistan. Le mensuel islamiste *Achihab*, édité à Beyrouth, joua un rôle important pour faire connaître le mouvement et son fondateur élevé au rang de « guide général du mouvement islamiste au Maghreb ». La Conférence internationale de la jeunesse et de la *Daâwa*² islamiste, organisée sous l'égide de l'Arabie

1. Le terme de *zaouia* désigne le sanctuaire où se réunissent les membres d'une confrérie religieuse et, de façon plus générale, cette confrérie. (Y.L.)

2. Appel à l'islam.

Saoudite la même année, assura le soutien moral et matériel à la promotion du MJI au Maroc.

Le mouvement adopta comme base idéologique les écrits des principaux leaders des Frères musulmans, à leur tête Essayed Quotb, et plus particulièrement les deux livres : *Jalons sur la route* et *L'Islam : une pensée, un mouvement et une révolution*.

Le mouvement se dota d'une direction composée d'une dizaine de membres sous la présidence du « guide général » dont les directives ne peuvent être sujettes à discussion. Une partie de la direction s'occupa de l'« organisation spéciale », pendant que l'autre gérait l'organisation de masse. Les recrues sont formées, endoctrinées puis organisées dans des groupes (cellules) qui se réunissent toutes les semaines sous la direction d'un « émir ». Des excursions dans toutes les régions du pays permettent de nouer des contacts avec les jeunes principalement. Les vacances organisées au bord de la mer ou à la montagne servent d'espaces d'endoctrinement et d'universités d'été pour le mouvement. Le rattrapage scolaire, l'entraide sociale multiforme sont autant de tremplins pour se rapprocher des couches les plus défavorisées et élargir les rangs de l'organisation.

Après une première période (1969-1972) de travail discret, le mouvement entame, à l'ombre de la crise que connaît le mouvement démocratique dans son ensemble, une première phase d'action (1972-1975) en vue de s'imposer sur la scène politique. Les slogans islamistes fleurissent sur les murs, appelant à combattre le communisme et le mouvement progressiste : « L'islam combat le communisme », ou « La guerre sainte contre les athées ». Les tracts sont distribués avec le même contenu. L'organisation s'élargit en même temps en direction des ouvriers, des artisans et des étudiants. Puis des actions de terreur sont organisées par le MJI à l'encontre des militants de gauche dans les lycées de Casablanca et dans les quartiers populaires. Armes blanches, gourdins et barres de fer font plusieurs victimes dans les rangs des militants démocrates. Dans la même période une répression très dure touche le mouvement de gauche : exécution de plusieurs militants du parti de gauche, l'UNFP, et arrestation de plusieurs centaines de ses membres, répression des militants d'extrême gauche et grands procès politiques de Kénitra (1973) puis de Casablanca (1978)...

Parallèlement à celle du pouvoir, la violence des islamistes culmina avec la tentative d'assassinat de Minaoui Abderrahim, professeur à Casablanca et membre du Parti du progrès et du socialisme, puis avec l'assassinat du grand dirigeant de l'UNFP, Omar Benjelloun, le 18 décembre 1975.

Ces graves événements ont suscité une vague de protestation et de solidarité avec le mouvement démocratique marocain. Le pouvoir, qui voyait dans le MJI un allié dans l'affrontement avec le mouvement progressiste, s'inquiéta de son activisme et entreprit de mieux le contrôler, mais sans l'anéantir ni l'annihiler. Le « guide général » nomma alors une direction clandestine, puis quitta le pays en direction de l'Arabie Saoudite, puis le Koweït, l'Iran, la Libye, la France, avant de s'établir en Algérie à partir de 1984.

Pluralité d'organisations

Après une phase d'expansion (1972-1975) sous l'impulsion de ses jeunes recrues fanatisées et des aides généreuses de l'Arabie Saoudite, le MJI entame une période de repli et de luttes intestines. Un premier conflit opposa la direction de l'intérieur au « guide général » pour une question de *leadership*. Le « guide général » continua, de l'étranger, à prôner la guerre sainte en coordination directe avec les éléments qui lui étaient fidèles. Il dénonça publiquement la « direction de l'intérieur » comme déviationniste et modérée. Une bombe artisanale (qui n'explosa pas) fut déposée dans la voiture de l'un de ses membres. Un autre fut frappé à mort.

Plusieurs questions commençaient à se poser à l'intérieur du mouvement : pourquoi assassiner des musulmans comme Omar Benjelloun ? Pourquoi utiliser la violence contre des membres du mouvement ? A qui profitent ces crimes ? Quel est le rôle de l'Arabie Saoudite et où vont les finances de l'organisation ?... Une première tendance dissidente apparut sous l'appellation de Groupe pour la vérité suivie d'une autre : Groupe des années. Une autre organisation dissidente dirigée de Belgique mais prônant également la violence vit le jour sous le nom de Mouvement des moujahidin du Maroc.

Le « guide général » répliqua en resserrant les liens directs avec la base du mouvement, puis en créant le Groupe de la guerre sainte chargé de réprimer les dissidents et de radicaliser la ligne du mouvement. D'autres groupes clandestins se manifestèrent sous des appellations diverses telles que la Commission de Dieu, le Mouvement de la guerre sainte au Maroc ou la Jeunesse de la révolution islamique, d'obédience iranienne.

Une organisation d'origine et d'orientation différentes s'activa dans la même période. Il s'agit de l'association Justice et bienfaisance, dirigée par son guide charismatique Abdeslam Yassine, actuellement en résidence surveillée. Ce

dernier s'illustra dès 1971 par ses premiers écrits : *L'Islam et l'État* et *L'Islam demain*. Son livre *L'Islam et le déluge*, paru en 1974, lui valut une première condamnation à la prison ferme pour diffamation du pouvoir.

A sa sortie de prison en 1976, il créa la revue *La Jamaâ* (« Le Groupe »), puis en 1979 une association de bienfaisance mieux connue par son slogan : « Justice et bienfaisance ». En 1983, l'association édita le journal *Assobh* (« L'Aurore »), expliquant que son objectif est de devenir un parti légal dans le cadre de la Constitution et de la loi. Le journal mena une attaque en règle contre les « athées » et les partis politiques démocratiques, et adopta une attitude conciliante et de conseil vis-à-vis du pouvoir. La crise sociale et la dégradation des mœurs et valeurs sont mises en exergue ; la solution étant dans le retour à l'islam et l'application stricte de la *chari'a*. Appelant au *djihad*, l'association récuse la violence entre musulmans. Elle considère le *djihad* comme un combat d'idées supérieur à celui des armes et de la violence. Yassine explique que l'objectif de son organisation est le « retour à Dieu et à l'islam par les moyens légaux dans le cadre du pluralisme et de la démocratie »...

Profitant des querelles à l'intérieur du MJI, l'association Justice et bienfaisance élargit ses rangs par le recrutement de plusieurs cadres politiques islamistes. Ces derniers ont joué un rôle important dans l'élargissement de sa base et la constitution de ses cellules à travers le pays.

Repli stratégique

Exploitant les luttes intestines au sein du mouvement islamiste dans son ensemble, le pouvoir entreprit de l'affaiblir après l'avoir utilisé contre les forces de gauche. Une première vague d'arrestations toucha Justice et bienfaisance en 1984, suivi du procès de Casablanca dit « du groupe Bachiri », du nom du numéro deux de l'association. Une deuxième campagne d'arrestations fut dirigée contre les milieux du MJI et ses diverses ramifications : 76 militants et cadres islamistes furent présentés devant le tribunal de Casablanca, puis condamnés en 1985 à de lourdes peines de prison. Parmi eux, deux membres du Mouvement des moujahidin, sept de la Jeunesse de la révolution islamique, et une majorité du Groupe de la guerre sainte dirigé de l'étranger par le « guide général ».

A l'issue du procès, ces organisations tentèrent de se rassembler dans le cadre du Conseil suprême islamique pour la guerre sainte avec comme points de ralliement :

Actuellement, il n'y a pas de vide politique sur la scène marocaine, et le mouvement démocratique y occupe une place importante. Mais tout affaiblissement de ce dernier se traduit par un renforcement direct de l'intégrisme présent sous la forme d'une force sociale et politique potentielle difficile à évaluer, mais non moins réelle. Plus le changement démocratique sera retardé, entravé ou bloqué, plus la situation sociale se dégradera et plus le mouvement intégriste aura de chances de s'imposer.

L'éventuelle prise du pouvoir du FIS en Algérie pourrait jouer un rôle prépondérant dans le renforcement du mouvement intégriste au Maroc. Il en est de même de l'évolution en Tunisie. Le soutien matériel, moral et logistique fourni en particulier par les États islamistes pèse lourd dans la balance, ainsi que l'attitude des puissances occidentales. Dénonçant formellement l'intégrisme, certaines parmi elles ont contribué historiquement à sa naissance et à son développement dans plusieurs régions du monde. Utilisé par le passé comme épouvantail contre le communisme et les forces progressistes, il est encouragé en sous-main pour affaiblir le tiers monde, le museler, accentuer sa dépendance et faire capituler les régimes nationaux et progressistes. A ce jour, des liens encore obscurs unissent les puissances occidentales (en particulier les États-Unis) aux mouvements intégristes de tous pays. Certaines de leurs bases persistent dans plusieurs pays occidentaux, quoique malmenées de temps à autre lorsqu'elles dépassent les limites tracées.

« Jeu » démocratique et montée de l'intégrisme

Il est de notoriété publique que les différentes élections qui ont eu lieu au Maroc depuis l'indépendance ont été entachées de fraudes et d'interventions de l'exécutif. Les méthodes utilisées peuvent aller de la propagande ouvertement menée par l'administration en faveur de son candidat « pressenti » jusqu'à l'annonce de résultats préfabriqués, en passant par la corruption d'électeurs, ou simplement l'intimidation et la répression.

Au fil des expériences électorales, ces méthodes se sont affinées au point d'atteindre un degré insoupçonné de perfection. Le schéma idéal pour l'exécutif est d'élaborer à l'avance le résultat final des élections et les dosages souhaités, et de tirer les ficelles de façon indirecte pour y arriver. Les méthodes d'intervention directe, disponibles et opérantes à tout moment, ne sont utilisées qu'au cas où le scénario préétabli serait contrarié.

Les dosages souhaités visent à récompenser le degré d'allégeance des formations politiques, d'une part, et à fabriquer une image de façade démocratique destinée à l'étranger, d'autre part. Les jeux de la démocratie occidentale (majorité-opposition, droite-gauche, pluralisme, débats télévisés...) doivent être mimés autant que possible pour accréditer cette image. Néanmoins, un cadre constitutionnel rigide, une loi électorale adaptée et le rôle direct de l'exécutif dans le déroulement des élections mettent le pouvoir à l'abri de toute mauvaise surprise. Non seulement la majorité aux élections parlementaires lui est acquise d'avance, mais le parlement lui-même demeure sans souveraineté réelle. Il n'est toujours pas question d'établir les fondements constitutionnels de la démocratie : souveraineté du peuple, séparation des pouvoirs, citoyeneté, État de droit, élections libres...

L'élection de l'actuel parlement (septembre 1993) s'est accompagnée de dosages subtilement calculés de telle sorte qu'aucune famille politique à elle seule ne puisse constituer de majorité. Ni celle de droite, ni celle de gauche. C'est un parlement « à géométrie variable » qui permet de faire et défaire à volonté majorités et gouvernements selon les désirs du pouvoir.

Plusieurs mois après les élections législatives, le gouvernement antérieur à ces élections continuait toujours à gouverner et à présider à la destinée du pays!... Et quand le nouveau gouvernement fut formé sous la direction de M. Karim Lamrani (automne 1993), seize anciens ministres gardèrent leurs postes en dehors de toute logique parlementaire et électorale.

Ce gouvernement dit de technocrates devait, semble-t-il, assurer l'intérim en attendant un gouvernement de coalition nationale avec la participation de l'opposition parlementaire. Mais les tractations à ce propos n'ont pas abouti.

M. Lamrani fut alors démis de ses fonctions et remplacé par son ministre des Affaires étrangères, M. Filali (juin 1994), qui hérite du même gouvernement de technocrates, à quelques rares exceptions près.

Le nouveau gouvernement devait assurer la transition en attendant non plus une coalition nationale, mais l'« alternance ». Non pas celle issue des urnes et voulue par les citoyens, mais une alternance que l'on décide *a priori* et que l'on façonne à la géométrie variable.

Il s'agit de faire gouverner l'opposition parlementaire en lui garantissant d'avance (pendant deux ou trois ans) le soutien d'un parlement où elle ne possède pas de majorité. Charge à elle de s'en procurer une, en s'alliant avec un ou plusieurs partis de droite. C'est un arrangement à l'amiable qui permet

à l'opposition de devenir majoritaire, toujours par la volonté du pouvoir central.

Échec à l'alternance

Après plusieurs mois de tractations, l'« alternance » échoua à son tour. La raison de cet échec fut centrée médiatiquement sur le différend concernant la reconduction du « super-ministre » de l'Intérieur et de l'Information dans ses fonctions. Les pouvoirs hégémoniques de son ministère font de ce dernier un véritable gouvernement dans le gouvernement. La non-reconduction du ministre de l'Intérieur dans ses fonctions serait pour le Cabinet royal « une atteinte grave au bon fonctionnement des institutions sacrées³ »...

La « transition » fut prolongée et le gouvernement continua à gouverner, sans aucune représentativité parlementaire. A l'ouverture de la session parlementaire du 14 octobre 1994, il n'avait plus la moindre légitimité politique. Le parlement vota néanmoins la loi de finances ainsi que tous les projets qui lui furent présentés par ce gouvernement...

Cet épisode terminé, le gouvernement est alors démissionné en bloc, mais son Premier ministre est maintenu dans ses fonctions et chargé de proposer un nouveau gouvernement... Après les ministres technocrates, place à une nouvelle donne politique qui remet en selle la droite parlementaire.

Cependant, le Premier ministre n'est nullement tenu, en regard de la présente Constitution, de proposer un gouvernement issu d'une majorité parlementaire. Mais le soutien du parlement lui est acquis d'avance. La majorité configurable de ce drôle de parlement ne doit-elle pas soutenir tout gouvernement désigné par le pouvoir, quels qu'en soient la couleur, la nature ou le programme ?...

Le nouveau gouvernement (formé le 27 février 1995) reflète ce jeu factice de la démocratie formelle, et synthétise les différentes donnes antérieures. C'est un mélange de dix-huit « indépendants » et de vingt ministres « politiques » appartenant aux principaux partis de droite⁴. Parmi les « indépendants » figurent le Premier ministre lui-même, l'immuable ministre de l'Intérieur, ainsi que plusieurs ministres connus pour leur allégeance politique sans faille au

3. Communiqué du Cabinet royal du 11 janvier 1995.

4. Union constitutionnelle, Mouvement populaire et Parti national démocratique.

pouvoir... Notons également que ce gouvernement ne possède pas de majorité numérique au parlement (136 sièges seulement sur 294).

Une drôle de démocratie? Non, seulement un jeu de façade conforme à une Constitution octroyée et votée officiellement à 99,26 %, et à des élections subtilement dosées pour permettre la réédition de ce jeu à volonté, quitte à franchir les limites de la décence...

Dans son discours de politique générale devant le parlement (7 mars 1995), le Premier ministre égrena les mêmes choix politiques officiels. Ni revus ni corrigés, alors que la sécheresse, l'effondrement du tourisme et la chute brutale des exportations menacent d'une situation socio-économique explosive.

En premier lieu, il confirme le bien-fondé de la politique de réajustement structurel recommandée par le FMI et qui sévit dans le pays avec son cortège de désertifications sociales. L'aspect positif de cette politique serait d'attirer les investissements étrangers. En fait, ces investissements restent plus que modestes en l'absence d'un État de droit, de garanties juridiques réellement appliquées et d'institutions stables, crédibles et dignes de confiance. De plus, ces maigres investissements vont en majorité aux privatisations en cours. Ils ne contribuent ni à créer de nouveaux secteurs d'activité et de développement, ni à résorber une partie du chômage. Les privatisations elles-mêmes s'accompagnent de vagues impressionnantes de licenciements accentuant le délabrement du tissu social déjà fortement entamé.

S'agissant de la redistribution des richesses, il souligna que « l'évolution du Maroc a donné lieu à un phénomène social négatif qui prend de grandes proportions contrairement aux principes de la construction d'une société équilibrée et solidaire. Il s'agit du phénomène des différences sociales devenues clairement visibles et qui s'approfondissent jour après jour »... Cependant, les causes fondamentales de la crise économique et sociale, les problèmes graves du chômage, de l'enseignement, de la gangrène de la corruption largement répandue dans l'administration et l'appareil judiciaire ne font l'objet d'aucune mesure concrète. Pas de programme ni de réforme à l'horizon. Mais faut-il s'encombrer d'un programme lorsque le soutien du parlement à géométrie variable est acquis d'avance au Premier ministre désigné?

Le président du RNI⁵, parti de droite non représenté au gouvernement, a d'ailleurs ouvertement déclaré qu'il a reçu des instructions en haut lieu pour soutenir le nouveau gouvernement. A peine quelques mois auparavant, il avait

5. Rassemblement national des indépendants.

été officiellement sollicité pour constituer une majorité parlementaire avec l'opposition et former ainsi le gouvernement de l'« alternance » ! Mais suite à l'échec de celle-ci, ordre lui est donné de mettre à disposition son groupe parlementaire pour configurer le parlement cette fois-ci en majorité de droite !...

Ce jeu politique factice pourrait faire sourire s'il ne perdurait depuis une quarantaine d'années. Comme nous l'avons souligné, le déficit démocratique, la frustration et l'aliénation de la volonté populaire sont autant de facteurs favorisant la montée de l'intégrisme. C'est son vivier politique qui vient se greffer sur son terreau socio-économique et psychologique.

Deux éventualités opposées

Le mouvement démocratique marocain ne s'y trompe pas, lorsqu'il souligne les aspects politiques de la crise avant même leurs répercussions économiques. Toutes ses composantes politiques, associatives et sociales sont unanimes pour proclamer l'urgence de réformes politiques profondes et, en particulier :

— la révision globale de la Constitution afin d'asseoir les fondements de l'État de droit et de la démocratie : souveraineté du peuple, séparation des pouvoirs, respect scrupuleux des droits de l'homme dans les faits, gouvernement et Premier ministre issus de la majorité et responsables devant le parlement (et non pas l'inverse...), élections libres et honnêtes, etc. ;

— l'annulation des résultats des élections de 1993, et la réélection d'institutions démocratiques réellement représentatives, sans fraude ni intervention de l'administration. Ces élections doivent avoir lieu sous le contrôle d'un organisme national indépendant, et la garantie d'institutions internationales.

Sans l'instauration des fondements de la démocratie, la crise politique ira s'amplifiant et s'aiguissant. Les rotations, substitutions, translations et commutations de ministres et de gouvernements n'y changeront rien. Les centres de pouvoir économique fonctionnent par le clientélisme et des moyens douteux. Les arrivistes et agents de pouvoir donnent libre cours à la mauvaise gestion. La route est barrée à des dizaines de milliers de jeunes diplômés, privés de contribuer au développement de leur pays. La terrible rancœur qui en résulte sur le plan personnel, rejaillissant sur le milieu familial et l'environnement social, constitue autant d'ingrédients pour aggraver la situation.

Plus que jamais, le choix se pose de façon cruciale entre deux éventualités opposées :

- faire durer la politique qui sévit depuis l'indépendance et le jeu de la démocratie factice qui l'accompagne ; et, par conséquent, aggraver la crise socio-économique et politique, persévérer dans la voie du développement du sous-développement, et préparer le terrain à l'intégrisme et au chaos social ;
- rompre le cercle vicieux crise politique-crise économique par des réformes démocratiques profondes permettant au pays de saisir sa chance et d'ouvrir la voie du développement et du progrès.

Le temps ne joue pas en faveur de la démocratie, la misère rampante et l'analphabétisme non plus. Plus le temps passe, plus les problèmes socio-économiques s'approfondissent, et plus la facture du changement démocratique sera lourde à payer aussi bien pour le Maroc que pour ses partenaires.

N.B. — On notera que l'auteur de cet article a laissé de côté une des particularités politiques et culturelles du Maroc, à savoir les pouvoirs religieux du souverain, « commandeur des croyants », et le soutien qu'apportent traditionnellement les confréries religieuses à la dynastie chérifienne, c'est-à-dire considérée comme descendante du Prophète. (Y.L.)